Le Mali, pays cible

„*Le Mali est un pays cible de la coopération luxembourgeoise. A l'instar de notre Gouvernement, notre barreau voudrait conclure avec le vôtre une convention de coopération.*“ écrivais-je le 21 février 2006 au Bâtonnier Seydou Ibrahim MAÏGA dans une lettre que je lui ai fait remettre en mains propres à l'occasion de la rentrée solennelle du Mali.

C'était Maître Nicolas DECKER qui en avait eu l'idée. Comme je ne pouvais pas me rendre personnellement à Bamako pour participer à cette rentrée et que je n'avais pas trouvé de volontaire parmi les membres du Conseil de l'ordre, je me suis adressé à l'« *Amicale* » des anciens Bâtonniers, dont Nicolas est le chef de fil. Mais là aussi, personne n'était disponible. Le chemin est en effet long entre l'Afrique de l'Ouest et le Luxembourg et l'invitation était arrivée peu avant l'événement. C'est alors que je me suis souvenu que mon associé Emmanuel REVEILLAUD avait accroché dans son bureau un tableau aux motifs africains. Il était enthousiaste. C'était lui le *go between* entre les deux Bâtonniers. Il a fait son premier voyage au Mali. Ce n'était que le début d'une longue série. Entre-temps, au Mali, on le nomme affectueusement Emmanuel l'Africain.

Notre proposition de coopération a trouvé un écho très positif chez nos confrères maliens. En décembre 2006, une première délégation composée de Nicolas DECKER, Emmanuel REVEILLAUD et moi-même s'est rendue à Bamako. Nous avons fait connaissance.

Le Mali est une ancienne colonie française. Il est devenu indépendant en 1960. Le français est la langue officielle du pays. Mais le *bambara* est utilisé par une grande partie de la population. La monnaie est le franc CFA (1 € = 655,957 F CFA). L'islam est la principale religion. Ainsi nos amis préfèrent le plus souvent l'eau au vin et évitent le porc. Le vendredi ils mettent le *boubou* pour se rendre à la mosquée. Ils ont le souci permanent d'être bien habillé. Les femmes maliennes portent avec fierté leurs tenues multicolores. La meilleure période pour s'y rendre est de novembre à mars, en dehors de la saison des pluies.

Le 26 mars 1991, le général Amadou Toumani TOURÉ (ATT) renverse le dictateur Moussa TRAORE et restaure la démocratie. En 2002, ATT, qui a quitté l'armée pour se présenter, est élu président de la République du Mali, et réélu en 2007. Nous avons eu l'occasion à plusieurs reprises de le rencontrer.

Le Bâtonnier MAÏGA nous attendait sur le tarmac au pied de l'avion. L'accueil était chaleureux comme la température ambiante qui avoisine les 35 degrés. L'air africain est comme chargé d'odeurs d'épices.

Notre première réunion avec le Conseil de l'Ordre du Mali a eu lieu dans ses locaux au Palais de Justice à Bamako. Nous avons constaté qu'il y manquait des ordinateurs. C'était notre première démarche: convaincre dès notre retour notre Conseil de l'Ordre qu'il fallait mettre des ordinateurs à disposition des avocats qui n'ont pas les moyens de se procurer cet outil de travail et de communication devenu pourtant indispensable. Aujourd'hui, même les magistrats viennent des bureaux avoisinants pour s'en servir.

La bibliothèque de l'Ordre manque encore cruellement de livres. La législation malienne est en grande partie basée sur la législation française. Les livres que nous utilisons journalièrement pourront donc servir à nos confrères maliens dans leurs recherches. Ils pourraient également utilement profiter d'abonnements en ligne à des banques de données. Je ne doute pas qu'une action sera

prochainement lancée en ce sens.

Les textes législatifs peuvent être consultés sur www.justicemali.org. On peut suivre l'actualité sur www.maliweb.net.

Dans l'enceinte de la Cour d'Appel, qui se trouve un peu à l'extérieur de la ville de Bamako, un bâtiment a été promis à l'Ordre pour lui permettre d'y installer la « Maison de l'Avocat ». D'importants travaux devront être réalisés. Nous tâcherons d'être présents.

Lors de notre premier voyage, le Bâtonnier MAÏGA avait organisé avec l'aide de son dynamique secrétaire Maître Mamadou G. DIARRA une conférence lors de laquelle nous avons traité principalement des sujets de déontologie. Nos délégations ont entre-temps abordé une multitude de thèmes comme par exemple la responsabilité des dirigeants, la corruption ou le divorce. A chaque fois, nous avons eu le plaisir de constater que l'audience était nombreuse et intéressée. Ces conférences, loin de n'être que des lectures stériles, ont toujours abouti à un échange animé et à un vrai débat prouvant que notre présence est réellement souhaitée par nos confrères maliens. En témoigne encore la qualité de l'accueil qui nous est à chaque fois réservé.

Nous pourrions de notre côté, accueillir prochainement de jeunes stagiaires maliens pour leur montrer le fonctionnement de notre justice et de nos études.

Notre ancien confrère et actuel Ministre de la coopération, Monsieur Jean-Louis SCHILTZ, avait salué dès le début notre initiative. Le 29 janvier 2007, il a assisté à Bamako à la signature formelle d'une convention *d'échanges* entre le Bâtonnier MAIGA et le Vice-Bâtonnier Jean KAUFFMAN.

La coopération que nous avons engagée, continuera à se développer, puisque qu'elle est également activement soutenue par notre actuel Vice-Bâtonnier Gaston STEIN, qui s'est rendu à deux reprises à Bamako. Elle est aussi soutenue par le Jeune Barreau, dont l'ancien Président Pierre BEISSEL est revenu chaque fois enthousiaste, tout comme Maîtres Francine KEISER, Armelle DE LABARRE et Julie MICHAELIS.

En un si court laps de temps, les traditions sont déjà bien établies. Il reste encore beaucoup à découvrir et à réaliser. Beaucoup à donner, de part et d'autre. Notre prochain voyage se fera au plus tard fin novembre ou début décembre prochain. Nous allons dès à présent commencer à le préparer, n'est-ce pas, Nic?

Charles KAUFHOLD

Article paru au Journal des Tribunaux Luxembourgeois 2009 n° 2, p 71